

Après l'évacuation, la rancœur des migrants de la République

Par Romain Métairie(<https://www.liberation.fr/auteur/18619-romain-metairie>) — 24 novembre 2020 à 16:36



Distribution de petits-déjeuners par l'Armée du salut au lendemain de l'évacuation de la place de la République, à Paris, le 24 novembre. Photo Michael Bunel. Le Pictorium pour Libération

Accueillis à Saint-Ouen après une nuit de violences,

une poignée de migrants racontent l'opération policière de la veille. Et se demandent comment la France a pu en arriver là.

«*On est bien là, on peut se reposer.*» Porte de Saint-Ouen, à la frontière entre Paris et sa proche banlieue, plusieurs dizaines de migrants font la queue mardi devant un campement de l'Armée du Salut pour obtenir quelques vivres, de quoi déjeuner. Et pour plusieurs d'entre eux, un peu de répit aussi.

Quelques heures plus tôt, ils étaient plusieurs centaines rassemblées place de la République pour y passer la nuit, soutenus par des associations et des élus, avant une évacuation policière émaillée de très nombreux dérapages. Moins d'une heure après s'être installés, leur campement éphémère et hautement symbolique au cœur de Paris a été mis à sac par les forces de l'ordre. Les vidéos montrant les policiers expulser ces migrants, en grande majorité des Afghans et des réfugiés d'Afrique subsaharienne, ainsi que plusieurs journalistes qui couvraient le chaos, ont choqué les Français au réveil. Jusqu'à, fort opportunément, Gérald Darmanin. Juste avant le vote de la proposition de loi sur la «sécurité globale», mardi à l'Assemblée, le ministre de l'Intérieur a réclamé un rapport sur l'intervention avant de faire état de «*faits inacceptables*», de saisir l'IGPN et lui demander «*de remettre ses conclusions sous quarante-huit heures*».

A l'initiative du rassemblement, Utopia 56 entendait marquer le coup pour réclamer des places d'hébergement pour tous les évacués du camp de Saint-Denis la semaine dernière, laissés à la rue depuis. Yann Manzi, fondateur de l'association de soutien aux migrants, assure avoir agi «*à la demande des exilés*». «*Le but était de rendre plus visibles ces populations qui errent depuis le démantèlement raté de Saint-Denis, mais aussi de rester avec elles la nuit, pour les protéger un tant soit peu de cette chasse organisée. Au final, ça ne les a pas empêchés de se*

faire gazer», déplore l'associatif. Ce qu'on vit là, on le vit à Calais depuis trois ans. Les méthodes calaisiennes sont celles employées à Paris, mais là, tout le monde les voit.»

«Aucun respect»

A Saint-Ouen, les réminiscences de cette nuit remontent entre le café, les céréales Chocapic et autres sucreries. Près d'une des six tables de fortune dressées à la va-vite pour que les migrants puissent manger, Abdoullah quémande un chargeur pour son téléphone, déjà bien mal en point. Lundi soir, les policiers lui ont tout pris, ou presque. *«J'avais toutes mes affaires, mes papiers d'identité, et tout l'argent que j'avais, 115 euros»,* glisse-t-il, les yeux minés par la courte nuit. Il a pu s'en tirer en gardant quelques vêtements en boule dans la housse de sa tente perdue qui fait désormais office de sac. *«Les policiers prenaient les tentes et les retournaient, et les personnes à l'intérieur se retrouvaient par terre. Ils n'ont eu aucun respect pour qui on était»,* rage Abdoullah, qui présente une contusion au poignet.

«C'était violent, renchérit son comparse Rahmat Haidri, un réfugié afghan de 24 ans, la tête et les mains emmitouflées dans sa doudoune. D'un seul coup, tous les policiers sont arrivés pour nous dire de partir. Le policier m'a dit "ne parle pas avec moi", et me disait de m'en aller.» Comme lui, après l'évacuation, la plupart se sont ensuite retrouvés en dehors de Paris, un petit groupe pérégrinant tant bien que mal vers la porte d'Aubervilliers afin d'échapper aux policiers, et, surtout, tenter de dormir une poignée d'heures. D'autres sont retournés se réfugier entre le Stade de France et les quais de Saint-Denis, non loin de l'endroit dont ils ont été délogés la semaine dernière par la police lors du démantèlement du camp de l'A1.(https://www.liberation.fr/france/2020/11/17/a-saint-denis-avec-les-evacues-du-camp-de-migrants-de-l-ecluse_1805813) *«Sauf que vers 6 heures du matin, les forces de l'ordre sont venues pour les disperser»,* explique Yann Manzi.

Trois mois qu'Abdoullah et Rahmat, tous deux 24 ans, errent dans la

région parisienne. Et près de sept ans en Europe, alternant depuis leur fuite du pays en 2014 entre la Belgique, l'Italie et la Grèce. Mardi dernier, ils faisaient partie des évacués de Saint-Denis. Si 3 000 personnes ont pu être logées dans des gymnases d'Ile-de-France, un bon millier a été oublié par la préfecture, contraints de rester à la rue, dans l'ombre. *«Je suis fou ! Je n'ai aucun endroit où aller, il commence à faire froid et on doit bouger sans arrêt. Comment peut-on essayer de chercher du travail et penser à notre avenir si on est sans cesse traité de la sorte ?»*, s'interroge Abdoullah. *On ne peut pas continuer comme ça.»*

A LIRE AUSSI

Elyaas, 24 heures après l'évacuation du camp de Saint-Denis : «Ce soir, je ne sais pas où je vais dormir»(https://www.liberation.fr/france/2020/11/18/elyaas-24-heures-apres-l-evacuation-du-camp-de-saint-denis-ce-soir-je-ne-sais-pas-ou-je-vais-dormir_1805939)

Fuir la guerre

Avant l'opération de police dans le camp de l'A1, jusqu'à 750 migrants venaient prendre un déjeuner entre 9 heures et 11h30 porte de Saint-Ouen. *«Entre les évacuations successives et les personnes qui ont pu être logées dans les gymnases (mis en place par la Préfecture), on en compte moins de 200 aujourd'hui»*, estime Wally, bénévole référent de l'Armée du Salut. La plupart de ces oubliés, comme Noorwali, mangent en silence. Cet autre réfugié Afghan, qui ambitionne de devenir professeur en France, apprécie le calme du petit matin, qui tranche avec les scènes de violence de la veille dont il a été le témoin et la victime directe: *«On est heureux parce qu'on a fui la guerre, mais quand on voit comment on est traité, comme ce qu'il s'est passé hier, on se dit que finalement, on n'est pas beaucoup mieux loti.»*

Mardi, la mairie de Paris a de nouveau proposé des solutions d'hébergement sur deux sites de la capitale (le Parc des expositions et l'espace Champerret) pour héberger ces laissés pour compte et *«stopper cette spirale infernale»*, dicit Ian Brossat, adjoint en charge de

l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés. Rahmat, lui, n'espère plus rien. Il fixe, hagard, le terrain de foot situé en contrebas: *«L'autre fois, je voyais les gens jouer. J'aimerais vraiment être avec eux, mais je sais que c'est impossible. Je vais déjà essayer de trouver où dormir, ce sera déjà bien.»*

Romain Métairie (<https://www.liberation.fr/auteur/18619-romain-metairie>)